Document generated on 06/05/2025 11:44 p.m.

Recherches sociographiques

Gérard VEILLEUX, *Les relations intergouvernementales au Canada*, 1867-1967

Réjean Pelletier

Volume 13, Number 1, 1972

URI: https://id.erudit.org/iderudit/055571ar
DOI: https://doi.org/10.7202/055571ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Pelletier, R. (1972). Review of [Gérard VEILLEUX, *Les relations intergouvernementales au Canada*, 1867-1967]. *Recherches sociographiques*, *13*(1), 158–159. https://doi.org/10.7202/055571ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1972

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

les autorités religieuses. La grande coalition de 1864 bouleverse le paysage politique canadien et laisse les Rouges comme seuls opposants irréductibles à la Confédération. Mais le *Syllabus* de Pie IX a donné des armes nouvelles à leurs adversaires religieux et politiques et le clergé poursuit de plus en plus toute velléité libérale. Les élections de 1867 montrent que les Rouges ont perdu pied ; la désintégration de l'Institut avec l'affaire Guibord aboutit au passage du « libéralisme véritable » au simple libéralisme politique électoralement rentable. C'est la fin du rougisme et le triomphe graduel de l'idéologie conservatrice et cléricale.

C'est d'ailleurs l'analyse de cette lutte des Rouges et de l'Église qui semble la meilleure du volume. L'auteur fait bien voir les affrontements qui surviennent dès 1848 et qui ne sont pas « qu'une simple question de personnalités ». Du côté ecclésiastique, on acceptait mal les propos de *L'Avenir* sur les affaires romaines et certains points du programme rouge faisaient peur. D'où l'attaque des journaux « religieux » et de certains prêtres, et les polémiques interminables sur les questions de la dîme ou l'histoire religieuse canadienne. L'auteur retrace avec nuances les péripéties de cet affrontement et ne manque pas de faire voir les conséquences funestes de certains entêtements de part et d'autre, qui font échouer, par exemple, la tentative d'accommodement de l'année 1863 dont la réussite aurait peut-être permis l'économie des luttes stériles des années 1870.

Au total, l'étude de Jean-Paul Bernard nous apparaît éclairante, nuancée, objective ; elle fait progresser d'une façon certaine notre connaissance de l'idéologie du XIX^e^ siècle. L'analyse du contenu doctrinal est faite selon une méthode sûre ; celle de l'extension des idées libérales nous apparaît plus aléatoire. L'auteur lui-même reconnaît l'ambiguïté des résultats d'élections ; nous sommes encore plus réticent que lui car, à mesure que sont faites des monographies, nous nous rendons compte que l'idéologie a plus ou moins d'influence sur le comportement électoral et que les résultats électoraux ne sont pas toujours de bons indices de l'état des courants d'idée. L'élection de 1867 en est, je crois, l'exemple le plus frappant où la question de la Confédération ne joue qu'un rôle secondaire, sauf dans quelques régions.

Ces remarques ne diminuent pas l'intérêt que nous avons pris à la lecture de cet ouvrage ; nous souhaitons le même plaisir à tous ceux, nombreux nous l'espérons, qui voudront connaître l'œuvre de Jean-Paul Bernard.

Nive VOISINE

Département d'histoire,
Université Laval.

Gérard VEILLEUX, *Les relations intergouvernementales au Canada, 1867-1967,* Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1971, 142 p.

Écrit par un fonctionnaire qui s'occupa des questions fédérales-provinciales tour à tour pour le gouvernement du Manitoba, le gouvernement fédéral et celui du Québec, le volume de Gérard Veilleux vient combler un vide dans un domaine important du fédéralisme canadien qui avait peu séduit jusqu'ici les politicologues de langue française.

Retraçant l'évolution historique des relations intergouvernementales de 1867 à 1967, l'auteur divise cette période en trois grandes étapes selon l'élément dominant de

liaison entre les gouvernements : la période des lieutenants-gouverneurs, la période des conférences des premiers ministres et celle des conférences administratives au niveau des fonctionnaires. C'est ainsi que les relations intergouvernementales ont réussi à diminuer peu à peu « l'influence unilatérale » exercée par le gouvernement fédéral de façon à permettre aux gouvernements provinciaux d'agir, à leur tour, sur les politiques du gouvernement central.

On peut aussi noter que la coopération intergouvernementale a reçu une impulsion nouvelle à partir de 1945 si bien qu'aujourd'hui « le mécanisme de la coopération intergouvernementale s'est élargi en un vaste et complexe réseau de conférences et de comités englobant presque tous les secteurs des activités gouvernementales » (p. 53). C'est principalement au niveau administratif que ce développement s'est fait sentir.

La première partie de cet ouvrage est purement descriptive et suit un ordre strictement chronologique, ce qui lui enlève un certain intérêt. Il y aurait eu avantage à situer ce développement chronologique des relations intergouvernementales à l'intérieur de l'évolution socio-politique du Québec et du Canada, surtout depuis la dernière guerre puisque le véritable essor de cette coopération date de cette époque. À la simple description auraient pu alors s'ajouter certains éléments d'explication.

Cette évolution historique est elle-même complétée par une « description » des mécanismes de coopération intergouvernementale à un double plan : selon le niveau des comités et selon les principaux secteurs d'activité. C'est peut-être le dernier chapitre de cette section qui peut retenir le plus notre attention. L'auteur tente, en effet, d'évaluer le fonctionnement actuel des mécanismes de coopération intergouvernementale. Il y souligne le besoin d'une continuité et d'une coordination accrues dans ce domaine et insiste sur le fait que « le développement du mécanisme des relations intergouvernementales se fait beaucoup trop en fonction des programmes et pas assez en fonction des politiques » (p. 101).

Notons enfin que « le manque de coordination interne dans le domaine de la liaison intergouvernementale peut de nouveau avoir pour résultat des politiques gouvernementales contradictoires et un chevauchement dans la création et l'activité des conférences et des comités » (107). C'est précisément pour éviter ce dédoublement et assurer une harmonisation des politiques que les provinces et le gouvernement central ont senti le besoin de coopérer entre eux. À cet égard, l'auteur aurait pu dégager les aspects fondamentaux du fédéralisme canadien afin de mieux situer ce besoin de coordination, surtout dans les domaines de juridiction conjointe.

Somme toute, malgré son caractère trop descriptif et un style un peu scolaire, cet ouvrage constitue une synthèse intéressante des cent premières années de relations intergouvernementales et peut ouvrir la voie à des recherches plus approfondies en ce domaine.

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.

Réjean PELLETIER

Kathleen ARCHIBALD, *Les deux sexes dans la Fonction publique,* rapport présenté à la Fonction publique du Canada, Ottawa, 1969.

Malgré la tentative de justification avancée par l'auteur, il nous semble que le choix d'un titre moins accrocheur aurait mieux convenu à cette étude du personnel